

**DECLARATION DE SON
EXCELLENCE LE MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT DE LA
REPUBLIQUE DE DJIBOUTI**

MERCI MADAME LA PRESIDENTE,

Ma Délégation voudrait d'abord exprimer sa gratitude au Gouvernement et au peuple argentin pour leur hospitalité et l'accueil chaleureux qu'ils nous ont réservé. Nous voudrions également remercier le gouvernement japonais pour avoir accompli un travail remarquable au cours de sa présidence de la COP.

Madame la Présidente,

Les Changements Climatiques constituent une grande préoccupation pour la République de Djibouti. En effet, notre pays qui se situe sur l'un des points les plus chauds de la Terre, s'inquiète de la perspective d'un réchauffement de la planète. Car ce réchauffement aggraverait le processus de désertification et la pénurie de l'eau, qui font déjà peser de graves menaces sur la survie de nos populations.

Les Changements Climatiques risquent, à Djibouti, de réduire davantage la pluviométrie déjà faible, d'augmenter les incidences des maladies à vecteur en particulier le paludisme et la dengue et enfin de contraindre au déplacement nos populations vivants près des côtes qui représentent 75 % de la population totale du pays.

Madame la Présidente,

Conscient de ces menaces, le Gouvernement Djiboutien est décidé à mettre en œuvre les dispositions prévus par la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Mais le difficile accès au financement multilatéral constitue un obstacle majeur pour la mise en œuvre de la Convention.

Madame la Présidente,

La République de Djibouti n'a pas pu jusqu'à présent préparer la Communication Nationale Initiale faute de financement. Nous avons présenté au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) un projet de 350.000\$ afin de préparer notre communication nationale, mais notre projet n'a toujours pas reçu l'aval des responsables du FEM. Après six mois d'attente le FEM vient de nous proposer un projet avec une capacité financière réduite.

Pour justifier cette réduction le FEM invoquerait des critères inhabituels, telle la taille du pays. Or, nous estimons que le critère pertinent n'est pas la taille du pays, mais son niveau de développement et ses capacités financières et techniques. Ainsi les pays les moins avancés (P.M.A), dont fait partie Djibouti, peuvent avoir plus besoin d'un financement multilatéral qu'un pays développé qui a une grande superficie mais possède également des capacités financières et techniques beaucoup plus importantes.

Le Gouvernement djiboutien exprime donc son regret de voir le FEM alourdir d'avantage les procédures d'approbation des projets qui empêcheraient les pays pauvres d'avoir accès au financement multilatéral. Nous déplorons également la lenteur et la complexité de ces procédures.

Madame la Présidente,

Nous avons par ailleurs une bonne coopération avec le FEM dans le domaine de la Diversité Biologique où nous sommes entrain d'élaborer une stratégie et un plan d'action avec le soutien financier du FEM. Nous souhaitons avoir la même souplesse pour la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Aussi nos expérience nous ont appris qu'il est extrêmement difficile pour les pays les moins avancés d'avoir accès au financement du FEM dont les procédures sont très compliquées. C'est pourquoi nous soutenons la création d'un mécanisme financier indépendant pour assurer le financement du Mécanisme pour un Développement propre. Nous espérons que les décisions prises à la COP4 permettront d'améliorer l'accès au financement pour les pays pauvres afin que ceux-ci puissent effectivement mettre en œuvre les dispositions de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

Je vous remercie de votre aimable attention.